

L'activité humaine donne lieu à l'émission de nombreux gaz qui accentuent l'effet dit « de serre » dans l'atmosphère. Ces gaz, notamment le gaz carbonique (CO₂) produit par les combustibles fossiles (charbon, mazout), captent dans l'atmosphère des quantités toujours plus élevées de la chaleur solaire réfléchiée par la terre; ce phénomène entraîne un réchauffement des températures à l'échelle de la planète. Celles-ci pourraient s'élever de 1,5 à 4,5 °C d'ici 50 ans; il s'ensuivrait alors des variations prononcées des configurations des vents et des précipitations. Or le Canada, pays septentrional, serait particulièrement touché.

Selon les prévisions, les précipitations se déplaceront vers le nord; par conséquent, le sud du pays sera plus sec. Les climatologues s'inquiètent particulièrement des conséquences des éventuelles sécheresses sur l'abondante production céréalière des Prairies. On se préoccupe aussi de la baisse du niveau des eaux, particulièrement dans les Grands Lacs où les contaminants se concentrent davantage. La diminution des réserves d'eau pourrait nuire à la production hydro-électrique et entraîner une concurrence pour les ressources disponibles.

L'avantage de l'allongement des saisons de culture risque d'être annulé par les sécheresses et la prolifération des maladies et des insectes ravageurs. La limite forestière devrait lentement se déplacer vers le nord, d'environ 100 km par degré Celsius de réchauffement.

À l'échelle mondiale, la hausse des températures donnera lieu, de l'avis des spécialistes, à une expansion thermique des océans. Dès 2050, le niveau des océans pourrait avoir augmenté d'un mètre : ce phénomène risque d'entraîner la submersion de certaines régions côtières de la Baie d'Hudson et de l'Île-du-Prince-Édouard, et des deltas des fleuves, notamment dans la partie inférieure de l'île de Vancouver et dans le delta du Mackenzie. Toutes ces prédictions revêtent toutefois un caractère spéculatif en raison de l'abondance des facteurs en jeu.

Que faire? Le Programme climatique canadien, qui réunit les compétences des gouvernements fédéral et provinciaux, des industries et des universités, a fait du Canada un chef de file dans l'étude des conséquences d'un éventuel réchauffement de la planète. Malgré tout ce qui reste à apprendre, on sait qu'il faudra désormais tenir compte de ce réchauffement dans les grandes décisions économiques afin d'en minimiser les effets défavorables et d'en optimiser les possibilités. On sait aussi qu'en multipliant les économies d'énergie et en exploitant les sources d'énergie renouvelable, il est possible de réduire la concentration de gaz carbonique dans l'atmosphère, atténuant ainsi le réchauffement tout en réduisant le smog urbain, les pluies acides et même la pollution de l'air dans l'Arctique.